

Economie & Développement

jti
CERTIFIÉ



BIMENSUEL D'INFORMATION ECONOMIQUE ET DE DEVELOPPEMENT

N°346 du 14 Novembre 2025 / PRIX 250F CFA AFRIQUE / 1EURO EUROPE

Certifié selon le programme JTI et CNA 17493:2019 par BNA - Accrédité par le SOAC selon ISO/IEC 17065:2012.

TOGO-ALLEMAGNE

Berlin annonce environ 50 millions d'euros pour renforcer le partenariat au développement



INVITÉ DU JOURNAL

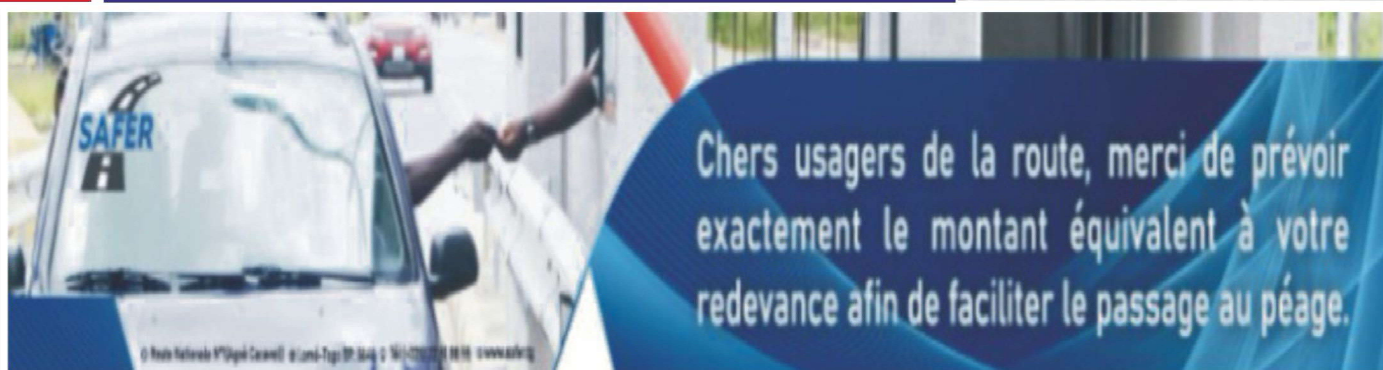
Alexandre de Souza

« Faisons ensemble de la 20e FIL le plus grand rendez-vous économique de la décennie »



MANAGEMENT

Le personnel d'encadrement de la SAFER initié au " Management par objectif " (MPO)



4ÈME FORUM ROYAUME-UNI – AFRIQUE FRANCOPHONE

Un nouveau chapitre du partenariat s'ouvre entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone



ECO FLASH

Serge Mian nommé directeur général de l'African Guarantee Fund pour l'Afrique de l'Ouest



Le conseil d'administration de l'African Guarantee Fund (AGF) Afrique de l'Ouest a annoncé la nomination de Serge Mian au poste de directeur général, à compter du 3 novembre 2025. Basé à Abidjan, ce banquier ivoirien succède à la tête de la filiale régionale du fonds spécialisé dans l'appui aux petites et moyennes entreprises (PME) africaines.

Créé en 2011, l'AGF se positionne comme un acteur clé du financement des PME sur le continent. Le fonds revendique plus de 5 milliards de dollars de garanties accordées, en partenariat avec plus de 250 institutions financières dans 44 pays africains. À la tête de l'AGF Afrique de l'Ouest, Serge Mian aura pour mission de piloter les opérations du fonds dans les zones francophone et anglophone, d'accélérer sa croissance et de renforcer l'accès au financement pour les PME, souvent confrontées à des difficultés d'obtention de crédits bancaires. Il devra également concevoir des solutions financières adaptées aux réalités locales et veiller au respect des normes de gouvernance et de conformité réglementaire. " Son expérience multisectorielle et internationale sera un atout majeur pour l'institution dans la réalisation de sa mission de facilitation du financement bancaire des PME africaines ", a souligné Jules Ngankam, directeur général du groupe AGF. Fort de plus de 20 ans d'expérience dans le secteur financier, Serge Mian occupait jusqu'à sa nomination le poste de directeur des investissements et des relations investisseurs au sein du groupe Orabank, où il a supervisé la mobilisation de capitaux et les projets de croissance externe. Avant cela, il a évolué dans plusieurs institutions de renom, dont Axa Investment Managers et Addax Asset Management aux États-Unis, Deloitte France, J.P. Morgan et EY Côte d'Ivoire, où il a dirigé des activités de fusions-acquisitions et de levée de fonds. Sur les réseaux sociaux, le nouveau dirigeant s'est dit " très heureux de rejoindre l'AGF " et " impatient de travailler avec une équipe exceptionnelle dans cette aventure passionnante ". Serge Mian est diplômé de l'École nationale de statistique et d'économie appliquée (ENSEA) et de HEC Paris. Il est également titulaire du titre CFA, gage de son expertise reconnue à l'international dans le domaine de la finance.

Joseph

INVESTISSEMENT

Afriland First Bank renforce son intérêt pour les opportunités au Togo

En marge du Forum sur le commerce et l'investissement Émirats arabes unis-Tchad, tenu à Abu Dhabi, le président du Conseil, Faure Gnassingbé, a reçu le 10 novembre 2025 le Dr Paul Kammogne Fokam, fondateur du groupe Afriland First Bank.



Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique de renforcement des partenariats économiques et financiers entre le Togo et les acteurs majeurs du secteur bancaire africain. Les échanges ont porté sur les opportunités d'investissement au Togo, dans la perspective de stimuler une crois-

sance inclusive et durable. " Nous avons discuté des opportunités d'investissements pour le développement harmonieux du Togo. Je crois que dans tous les domaines, on peut faire quelque chose, en mobilisant d'autres partenaires selon la vision du Président du Conseil et les besoins de

la population ", a indiqué Dr Kammogne Fokam. Déjà présent à Lomé en novembre 2024, le fondateur du groupe avait annoncé le lancement prochain des activités d'Afriland First Holding, une filiale dédiée exclusivement à l'investissement, avec pour siège la capitale togolaise. Cette

entité, enregistrée au Centre de formalités des entreprises (CFE) depuis septembre 2022, dispose d'un capital de 100 millions de FCFA et aura pour mission de prendre des participations dans des entreprises et projets d'investissement, tout en offrant des services de conseil et d'assistance dans plusieurs domaines, dont la gestion, la comptabilité et le commerce. Le groupe bénéficie de partenariats avec des institutions financières internationales, telles que Proparco, qui ont renouvelé des lignes de garantie de financement commercial pour soutenir ses activités. Basé à Genève depuis 2008, Afriland First Group poursuit l'expansion de son réseau à l'international, avec des implantations en France, en Chine, au Bénin (via la CCEI-Bank) et en Guinée. Fondée en 1987, Afriland First Bank s'impose aujourd'hui comme l'un des principaux acteurs du secteur financier africain, fort d'un réseau de correspondants internationaux et d'une solide expertise en accompagnement économique.

Jojo

UEMOA

Le Togo a accueilli la phase technique de la 11ème revue annuelle

Lomé a accueilli du 10 au 12 novembre 2025 les travaux de la phase technique de la 11^{ème} revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Cette rencontre s'inscrit dans la dynamique d'accélération de la mise en œuvre des engagements communautaires au sein de l'Union.



Photo de famille

L'objectif principal de cette revue est d'évaluer le niveau d'exécution des réformes et programmes communautaires, tout en rassemblant des preuves tangibles des progrès réalisés. Les conclusions permettront de dresser un bilan objectif et transparent à présenter aux autorités de l'Union en 2026. Les travaux se déroulent sur la base d'une grille de pondération adoptée à Dakar plus tôt cette année, et aboutiront à un memorandum consensuel mettant en lumière les performances du Togo dans la mise en œuvre des réformes

communautaires au titre de 2025. Ces résultats serviront de référence pour la phase politique prévue l'année prochaine. Présidant la cérémonie d'ouverture, la directrice de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances, Mme Akou Mawussé Adetou-Afidenyigba, a souligné l'importance de cette étape technique. Elle a assuré que les recommandations issues des travaux seront transmises aux ministères concernés afin de lever les obstacles qui freinent la mise en œuvre des réformes communautaires. Mme Adetou-

Afidenyigba a également réaffirmé l'engagement du gouvernement togolais à poursuivre, avec l'appui de la Commission de l'UEMOA, la transposition des directives et la réalisation des projets communautaires dans un esprit de responsabilité partagée. Pour sa part, le représentant résident de la Commission de l'UEMOA au Togo, M. Alioune Sène, a invité les participants à faire preuve d'un sens élevé de responsabilité, d'engagement et d'ouverture d'esprit. Il a salué les efforts constants du Togo et son respect des obligations commu-

nautaires. Lors de la précédente revue, réalisée en 2024, le Togo avait enregistré des avancées notables, avec un taux moyen de mise en œuvre des réformes communautaires de 77,89 %, contre 76 % en 2023 une progression qui témoigne de la volonté du pays de renforcer son alignement sur les standards de l'UEMOA. Dans l'espace UEMOA, les travaux de la 11^{ème} édition de la phase technique sont consacrés notamment à l'évaluation de la mise en œuvre effective de 145 textes réglementaires ainsi que de 25 programmes et projets communautaires, pour un montant de plus de quatre-vingt-deux milliards (82 000 000 000) de francs CFA. La 10^{ème} édition réalisée en 2024 a permis de noter des avancées en matière de transposition et d'application des réformes communautaires. En effet, les performances enregistrées révèlent un taux moyen de mise en œuvre des réformes de 77,27% à l'échelle de l'Union contre 75,91% en 2023, soit une progression de 1,79%. Pour rappel, la revue annuelle des réformes, politiques, programmes et projets communautaires au sein de l'UEMOA a été instituée par un Acte additionnel de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement du 24 octobre 2013.

Junior

4^{ème} Forum Royaume-Uni - Afrique francophone

Un nouveau chapitre du partenariat s'ouvre entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone

Le Togo continue de s'affirmer comme un acteur géostratégique majeur au sein du Commonwealth et un pont entre les économies anglophones et francophones d'Afrique. À l'initiative conjointe des gouvernements togolais et britannique, Lomé a accueilli, les 11 et 12 novembre 2025, la quatrième édition du Forum Royaume-Uni - Afrique francophone de l'Ouest et du Centre (UK-WCAF IV), placée sous le thème " Le succès engendre le succès ".

La cérémonie d'ouverture a été présidée par Faure Essozimna Gnassingbé, Président du Conseil, en présence de Ben Coleman, envoyé commercial du Premier ministre britannique pour l'Afrique francophone, et de Steven Gray Obe, responsable Afrique de l'Ouest et centrale pour UK Export Finance (UKEF). L'événement a réuni plus de 600 décideurs, investisseurs et représentants d'institutions publiques et privées venus du Royaume-Uni et de plusieurs pays africains. Dans son allocution, Faure Gnassingbé s'est dit honoré du choix porté sur le Togo pour accueillir, pour la première fois sur le sol africain, ce forum d'envergure. " Ce n'est pas un simple déplacement géographique, mais un déplacement symbolique : celui d'un partenariat qui s'enracine désormais dans la réalité africaine, dans son énergie, sa jeunesse et son ambition ", a-t-il déclaré. Le chef de l'État a souligné que cette rencontre marque l'ouverture d'un nouveau chapitre du partenariat entre le Royaume-Uni et l'Afrique francophone, reposant sur une dynamique de réciprocité et de création de valeur partagée. " Nous passons d'une logique d'assistance fondée sur les dons à de véritables relations économiques construites sur l'échange, l'investissement et la complémentarité des savoir-faire ", a-t-il précisé. Au cœur des échanges : la volonté commune de faire des infrastructures des leviers de souveraineté, de croissance et de compétitivité. Faure Gnassingbé a rappelé que les infrastructures n'ont de sens que si elles soutiennent la production locale et favorisent la transformation. " Il s'agit d'investir pour produire, pas seulement de construire ", a-t-il insisté. Le Togo, avec son port en eau profonde de Lomé, ses réformes pro-investissement, sa stabilité politique et son ouverture régionale, se positionne comme un hub lo-

gistique et industriel majeur en Afrique de l'Ouest. Le Président a invité les partenaires britanniques à investir dans ces infrastructures productives, " pour que l'investissement dans le béton devienne un investissement dans le développement ". Le chef de l'État a également mis l'accent sur le rôle des petites et moyennes entreprises, des jeunes et des femmes dans la construction d'une croissance inclusive et durable. " Le développement ne se décrète pas, il se construit par la base, dans la créativité des jeunes et dans l'audace des entrepreneurs ", a-t-il rappelé. Selon lui, les PME africai-



nes ont désormais besoin de partenariats intelligents, facilitant l'accès au capital, à la formation et à la technologie. " Investir dans les PME africaines aujourd'hui, c'est le pari le plus rentable sur l'avenir du continent ", a-t-il conclu. Faure Gnassingbé a désigné la transition énergétique et numérique comme les piliers de la transformation économique africaine. Il a plaidé pour des investissements conjoints dans l'énergie propre, les technolo-

gies financières et les infrastructures digitales, tout en rappelant que cette transformation doit rester humaine. " Chaque ferme solaire, chaque fintech ou ville intelligente doit aussi être un investissement dans l'emploi, l'égalité et la cohésion sociale. " Il a également souligné l'importance de l'intégration régionale comme moteur d'un marché africain unifié et compétitif. " L'intégration régionale est notre meilleur outil pour réussir à

l'échelle mondiale ", a-t-il affirmé, appelant à une meilleure harmonisation des réglementations et à la fluidité du commerce intra-africain. En marge du forum, un protocole d'accord a été signé entre le Togo et le Royaume-Uni pour renforcer les échanges d'expertise dans les domaines du numérique, de l'agriculture et du capital humain. Les travaux se poursuivent avec plusieurs sessions pays (Togo, Cameroun, Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire, RDC, Guinée, Mauritanie et Congo), ainsi que des tables rondes consacrées à l'accès au capital, au régime commercial pour les pays en développement (DCTS) et aux accords de partenariat économique (APE). En clôture de son discours, Faure Gnassingbé a lancé un appel aux investisseurs britanniques : " Ensemble, nous pouvons créer des chaînes de valeur qui relient Londres à Lomé, Dakar à Manchester. Ensemble, transformons nos ressources en richesses, nos projets en prospérité et notre coopération en avenir partagé. "

TOGO

L'INSEED lance la deuxième enquête sur les marges de commerce et de transport

Dans le cadre du projet de rebasage des comptes nationaux selon le Système de comptabilité nationale 2008 recommandé par les Nations Unies, l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) lance, au cours du mois de novembre 2025, la deuxième enquête sur les marges de commerce et de transport (EMCT-2).



Cette opération statistique s'inscrit dans la série d'activités menées par l'institut pour améliorer la qualité et la fiabilité des données économiques nationales. Elle a pour objectif de mesurer les taux de marges de commerce et de transport servant au calcul du Produit intérieur brut (PIB), indicateur clé de la performance économique du pays. Durant cette enquête, les agents de

collecte de l'INSEED, munis de badges d'identification, se ren-

dront auprès d'un échantillon représentatif d'unités économiques formelles et informelles opérant dans le commerce de gros, le commerce de détail ainsi que dans le transport routier de marchandises et de personnes. Ils administreront un questionnaire destiné aux exploitants, responsables ou représentants des structures concernées. L'INSEED invite l'ensemble des acteurs du secteur commercial et du transport à collaborer pleinement avec les équipes de collecte en leur fournissant des informations exactes et vérifiables. L'institut précise que toutes les données recueillies sont strictement confidentielles et ne seront utilisées qu'à des fins statistiques,

conformément à la loi statistique N° 2011-014 du 3 juin 2011 en vigueur au Togo. Les résultats de cette opération permettront de mieux comprendre la structure et la formation des prix dans l'économie nationale, et de renforcer la précision des comptes nationaux. L'INSEED et les ministères concernées (Le Ministre de la Planification du Développement, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence du Conseil, le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Gouvernance Locale et des Affaires Coutumières, le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique, chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité) remercient par avance tous les acteurs économiques pour leur disponibilité et leur collaboration dans la réussite de cette importante enquête.

Valère

CANAL+ LES CADEAUX SONT DEJA LA !



REABONNEZ-VOUS
15 JOURS OFFERTS*
A TOUTES LES CHAÎNES
+ DSTV ENGLISH PLUS

LE DECODEUR HD
1 000 FCFA TTC*
INSTALLATION OFFERTE

COOPÉRATION TOGO-ALLEMAGNE

Berlin annonce environ 50 millions d'euros pour renforcer le partenariat au développement

Les négociations intergouvernementales germano-togolaises sur la coopération bilatérale au développement se sont tenues les 11 et 12 novembre 2025 à Berlin. Conduites par Bèguédouwè Paneto, chef de la délégation togolaise, et la Secrétaire d'État parlementaire Dr Bärbel Kofler pour la partie allemande, ces discussions ont permis de dresser un bilan positif du partenariat entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour les années à venir.



Echange de document symbolique

Les échanges ont porté sur les principaux axes de coopération, notamment l'agriculture et la transformation des systèmes alimentaires, la santé, la protection sociale, la bonne gouvernance, le développement territorial ainsi que les énergies renouvelables. Les délégations ont également abordé des thématiques transversales telles que la sécurité, la gestion des infrastructures et les perspectives d'évolution du partenariat bilatéral. À l'issue des travaux, l'Allemagne a annoncé de nouveaux engagements financiers d'un montant total de 50,3 millions d'euros,

dont 17,5 millions consacrés à la coopération technique et 32,8 millions à la coopération financière. Ces appuis s'ajoutent à une enveloppe antérieure de 517,16 millions d'euros, portant ainsi le portefeuille global de la coopération allemande au Togo à 567,46 millions d'euros, soit environ 372 milliards FCFA. Les deux parties se sont félicitées de la solidité du partenariat germano-togolais, fondé sur la confiance, la transparence et des résultats concrets. Elles ont convenu de poursuivre leur collaboration dans le cadre de la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale post-2025. La prochaine session de négociations intergouvernementales est prévue pour 2028 à Lomé.

Ahossou Kodjovi

LOMÉ

300 professionnels de la beauté formés aux nouvelles techniques de coiffure et d'esthétique

Sous le parrainage de Togbui Lanklivi 1er, cher du quartier Adakpamé Kpota Colas, l'Association des Professionnels de la Beauté (APRO-BEAUTE) a formé du 10 au 12 novembre 2025 à Lomé, 300 coiffeuses et coiffeurs du Grand Lomé sur les nouvelles techniques d'entretien de chevelures, la manicure et pédicure, les soins de visages et ongles, les nouvelles tendances.



Photo de famille

Cette formation des formateurs vise à répondre aux défis sur le terrain de se conformer aux nouvelles tendances de la clientèle mais aussi de renforcer les capacités des responsables de salon de coiffures et tresses à relayer au sein des associations syndicales et centre d'apprentissage. Deux manuels de beauté et d'esthétique conçus par ASPRO ont servi d'outil de formation de base. "A travers cette formation, nous avons voulu faire connaître davantage

les manuels de beauté. Le premier manuel renseigne sur les coiffures hommes et dames, les tresses modernes et traditionnelles et la décoration et le second forme sur toutes les formes de l'esthétique. Je suis très heureux que les participants sont satisfaites d'avoir appris de nouvelles choses", a expliqué KOUNOUGNA Raoul, coordonnateur général d'ASPRO. Togbui Lanklivi 1er a exprimé sa satisfaction à l'endroit des membres de l'ASPRO pour ces genres

d'initiative qui ouvrent la voie au vivre ensemble, et tracent le chemin de la paix et du pardon dans les communautés. "Quand les femmes, nos mamans décident de s'unir pour la promotion de l'entrepreneuriat et le leadership, cela mérite d'être accompagné et soutenu pour leur épanouissement et l'éducation des enfants. Le leadership féminin mérite sa place dans notre société selon la vision du Président du conseil au Togo", a souligné Togbui Lanklivi 1er. ASPRO créée en 2022 est composée des coiffeuses et coiffeurs, des esthéticiennes et décoratrices.



-20%

sur le dédouanement
des véhicules d'occasion
jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20%
sur les valeurs des véhicules
de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS

8201



FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Lisez et faites lire votre
journal Eco & Dev

INVITÉ DU JOURNAL

Alexandre de Souza " Faisons ensemble de la 20e FIL le plus grand rendez-vous économique de la décennie "

La 20e Foire Internationale de Lomé (FIL) se tiendra du 28 novembre au 14 décembre prochains. Le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF) entend donner un cachet spécial à cette manifestation commerciale qui célèbre cette année ses 40 ans d'existence. Dans l'interview ci-après, le Directeur général du CETEF, Alexandre de Souza a abordé les innovations ainsi que tous les contours de cette historique édition. Voici l'intégralité de ses propos

Le Directeur Général, la Foire internationale de Lomé fête cette année sa 20^e édition, et cette importante manifestation célèbre par la même occasion ses 40 ans d'existence. Que représente pour vous ce double événement ?

C'est un moment historique et porteur de sens. Quarante ans, c'est une génération entière de travail collectif, de résilience et d'innovation au service du développement économique du Togo. Cette 20^e édition rend hommage à tous ceux qui ont bâti cette institution et célèbre la confiance renouvelée de nos partenaires, exposants et visiteurs. C'est aussi le signe que la Foire de Lomé reste un moteur de croissance et un pont entre les économies africaines.

Où en sont les préparatifs à quelques semaines de l'ouverture ?

Nous sommes dans la phase finale. Les aménagements du site sont pratiquement achevés, les exposants confirmés, et le programme officiel validé.

Les équipes techniques, logistiques et sécuritaires sont mobilisées pour garantir un événement fluide, moderne et sécurisé.



risé. Tout est mis en œuvre pour offrir une expérience optimale à nos participants.

Pourquoi avoir choisi le thème "40 ans d'histoire, 20 éditions : un regard sur le passé, un cap sur l'avenir" ?

Ce thème traduit notre vision. Il invite à revisiter le chemin parcouru, celui d'une foire devenue référence régionale, tout en affirmant notre ambition d'aller plus loin : plus d'innovation, plus d'ouverture et plus d'impact économique. Nous voulons inscrire le CETEF dans une

dynamique durable de modernisation et d'excellence.

Comment le CETEF a-t-il évolué depuis sa création ?

Le CETEF est passé d'un simple lieu d'exposition à un véritable centre de promotion économique. Parmi les étapes marquantes : la première Foire de Lomé en 1985, couplée avec la 4^e Foire All-Africa Trade Faire organisée par l'OUA, la célébration des 30 ans en 2015, et la digitalisation complète de nos services depuis 2020. Aujourd'hui, le CETEF est recon-

nu comme un hub régional d'affaires et d'échanges.

Quelles sont les innovations prévues cette année ?

Cette 20^e édition sera la plus moderne de notre histoire. Nous introduisons la digitalisation complète des services, la création d'un Bureau Qualité avec traitement sous 24h, une sécurité renforcée et technologique, des cartes d'accès VIP, une mascotte officielle, et surtout le concept "FIL Attitude", qui incarne notre esprit de rigueur, de fierté et de professionnalisme.

Combien d'exposants attendez-vous cette année, et quelles sont les grandes catégories (pays, secteurs, entreprises) déjà confirmées ?

Plus de 1 000 exposants issus d'une vingtaine de pays participeront à cette édition. Tous les grands secteurs seront représentés : commerce, industrie, artisanat, innovation, agroalimentaire, services, mode et cosmétique. Cette diversité confirme la position de la FIL comme l'une des plus grandes plateformes commerciales de la sous-région.

Quelle place réservez-vous aux entreprises locales ?

Les PME et PMI togolaises sont au cœur de notre dispositif. Nous leur offrons des conditions préférentielles, un accompagnement personnalisé et des opportunités de rencontres B2B avec des partenaires étrangers. Une grande formation leur a

déjà été dédiée pour renforcer leurs capacités et leur visibilité à la foire.

Le CETEF travaille souvent avec de nombreux partenaires institutionnels et privés.

Quelles sont les collaborations majeures pour cette 20^e édition ?

Nos sponsors et partenaires sont de véritables co-acteurs du succès de la FIL. Leur appui financier, technique et logistique rend cet événement possible. Je tiens à saluer leur fidélité et leur engagement constants aux côtés du CETEF. Le public est chaque année plus nombreux. Quelles mesures sont prévues pour l'accueil et la sécurité. Nous avons revu l'ensemble du dispositif : Sécurité renforcée et coordination entre forces de l'ordre et sécurité privée ; Circulation réorganisée, avec plus d'accès et de zones de stationnement ; Formation accrue des agents d'accueil ; Dispositif sanitaire permanent avec le ministère de la Santé. Tout a été pensé pour garantir confort, fluidité et sérénité.

Au-delà du commerce, quelles activités sont prévues ?

La FIL, c'est aussi un espace d'idées et de culture. Au programme : conférences, panels, forums économiques, rencontres B2B, journées institutionnelles, concerts et animations culturelles. C'est une véritable vitrine du savoir-faire togolais et africain.

Quels sont aujourd'hui les impacts mesurables de la Foire internationale de Lomé sur le Togo et la sous-région ?

Ils sont multiples : Économiques, une forte activité douanière avec les échanges commerciaux avec les pays visiteurs, des milliers d'emplois créés dans l'hôtellerie, le transport et la restauration ; Sociaux, avec un espace de cohésion et de fierté nationale ; Institutionnels, en renforçant le positionnement du Togo comme plateforme régionale d'affaires et de coopération.

Enfin, quel message souhaitez-vous adresser à vos partenaires et au public ?

Je veux d'abord remercier le gouvernement togolais pour son appui constant, ainsi que nos partenaires publics et privés pour leur confiance. J'invite les exposants, visiteurs et acteurs économiques à se mobiliser massivement. Cette 20^e édition est une édition historique : faisons ensemble le plus grand rendez-vous économique de la décennie.

TOGO

Lancement de la deuxième Enquête sur les Exploitations Minières Artisanales et à Petite Échelle (EMAPE-2)

Dans le cadre du projet de rebasage des comptes nationaux conformément au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) recommandé par les Nations Unies, l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED) organise, au cours du mois de novembre 2025, la deuxième Enquête sur les Exploitations Minières Artisanales et à Petite Échelle (EMAPE-2).



Cette opération s'inscrit dans la série d'activités menées par l'institut en vue d'améliorer la qualité des statistiques économiques

nationales. Elle a pour objectif principal de mesurer l'activité des exploitations minières artisanales et à petite échelle, afin

d'évaluer leur contribution réelle à l'économie nationale et de mieux appréhender le poids du secteur extractif dans la formation du Produit Intérieur Brut (PIB). Dans le cadre de cette enquête, les agents de collecte de l'INSEED, identifiables grâce à leurs badges et chasubles (gilets) officiels, se rendront sur le terrain dans les différentes zones minières du pays. Ils procéderont à l'administration d'un questionnaire auprès des exploitants, responsables d'exploitation, représentants et autres acteurs du secteur. L'INSEED invite l'ensemble des acteurs concernés à réserver un accueil chaleureux aux agents enquêteurs, à faciliter leur travail et à fournir des informations exactes et vérifiables. Les données recueillies seront traitées de manière anonyme et strictement confidentielle, conformément aux dispo-

sitions de la loi statistique N° 2011-014 du 3 juin 2011 en vigueur en République Togolaise. Les résultats de cette enquête permettront de mieux comprendre la structure de l'économie nationale en matière d'activité minière artisanale et à petite échelle, et de renforcer la fiabilité des comptes nationaux. L'INSEED et les ministères concernés (Le Ministre de la Planification du Développement, Ministre, Secrétaire Général de la Présidence du Conseil, le Ministre de l'Administration Territoriale, de la Gouvernance Locale et des Affaires Coutumières, le Ministre Délégué auprès du Ministre de l'Économie et de la Veille Stratégique, chargé du Commerce et du Contrôle de la Qualité) remercient par avance tous les acteurs économiques pour leur disponibilité et leur collaboration dans la réussite de cette importante enquête.

SÉNÉGAL

Proparco accorde un financement de 2,5 milliards FCFA à la ferme avicole Gade Gui

À Dakar, Proparco a octroyé un prêt structuré de long terme de 2,5 milliards FCFA (environ 4 millions d'euros) à la ferme avicole Gade Gui, l'un des principaux acteurs de la filière avicole au Sénégal. Cette opération marque la première transaction directe de Proparco avec une PME en Afrique de l'Ouest, dans le cadre de sa nouvelle facilité "PMEs en croissance".

Le financement permettra à Gade Gui de construire et exploiter une ferme moderne de poules pondeuses, équipée d'un système d'élevage, de tri et de conditionnement. À terme, l'infrastructure devrait produire plus de 80 millions d'œufs de qualité par an, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire nationale. Déjà reconnu pour sa production de poulets de chair, Gade Gui renforce ainsi son positionnement dans la sous-filière de la volaille de ponte. Dans un contexte marqué par une forte croissance démographique et une urba-



nisation rapide, ce projet vise à accroître la disponibilité d'une protéine animale abordable, essentielle pour l'alimentation des ménages sénégalais. Les équipements techniques seront fournis par NTD France, une société basée dans le Gers (France) et spécialisée dans les installations avicoles de haute qualité. " Nous sommes très heureux de compter Proparco

parmi nos soutiens financiers sur ce projet emblématique pour la sécurité alimentaire au Sénégal. Gade Gui entend poursuivre son engagement à offrir des produits alimentaires de qualité et à créer des emplois ", a déclaré Adama Sène Cissé, présidente de Gade Gui. Du côté du bailleur, Proparco réaffirme son engagement en faveur de la souveraineté alimentaire et du développement du secteur privé local. " Nous avons le privilège d'accompagner le très beau développement de Gade Gui, un acteur de référence de la filière avicole. Ce projet illustre notre volonté de soutenir directement des PME en forte croissance à travers la facilité "PMEs en croissance" ", a indiqué Sadio Dicko, directeur régional Afrique de l'Ouest de Proparco. Lancée récemment, cette facilité vise à soutenir les champions nationaux et régionaux, notam-

ment dans les secteurs agro-industriels, en leur offrant des financements longs et flexibles adaptés à leurs besoins d'expansion. Elle cible les entreprises rentables souhaitant accélérer leur croissance mais rencontrant des difficultés à accéder à des financements adaptés. " Notre objectif est double : proposer des financements adaptés à des projets à forte valeur ajoutée, et renforcer les capacités de gestion des entreprises accompagnées ", a précisé Jean-Baptiste Jouve, responsable des financements corporate pour l'Afrique de l'Ouest chez Proparco. Avec ce partenariat, Gade Gui consolide sa place parmi les acteurs clés de la sécurité alimentaire au Sénégal, tandis que Proparco renforce sa présence directe auprès des PME d'Afrique de l'Ouest, moteur essentiel de la croissance inclusive sur le continent.

Valère

SME LOOP

34 entreprises togolaises certifiées pour renforcer leur compétitivité et créer des emplois

Au Togo, 34 entreprises locales ont reçu leur certification dans le cadre du programme SME Business training and coaching Loop Cohorte 2, une initiative visant à renforcer la compétitivité des Très Petites, Petites et Moyennes Entreprises (TPME) et à stimuler la création d'emplois. Ce programme est mis en œuvre par la GIZ et cofinancé par l'Allemagne et l'Union européenne.



Photo de famille

La cérémonie de remise s'est tenue le 04 novembre 2025 à Lomé, en présence de représentants des institutions publiques, du secteur privé et des partenaires techniques et financiers dans la région maritime. Parmi les entreprises certifiées, 15 sont des Petites et Moyennes Entreprises (PME) accompagnées par le cabinet CESAM et 20 sont des Très Petites Entreprises (TPE) ap-

puyées par le cabinet COGESFI. Les PME ont en plus de l'appui sur le SME Loop, bénéficié de la formation en Analyse Économique et Planification des Investissements Agricoles (FANEPIA). Cette initiative s'inscrit dans le cadre des appuis offerts par le Programme pour la promotion de la compétitivité du secteur privé au Togo (ProComp), qui soutient le gouvernement togolais dans l'améli-

oration du climat des affaires et la transformation agro-industrielle, notamment dans les filières prioritaires du gouvernement togolais. L'appui a été mis en œuvre en partenariat avec l'Agence de Développement des TPME (ADTPME) et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCI-Togo), et a permis aux entreprises de développer leurs compétences managériales, d'accroître leur

chiffre d'affaires en améliorant leurs revenus et d'accéder aux services financiers. " La certification que nous vous remettons atteste que vous avez suivi avec succès ces deux approches et possédez désormais les compétences nécessaires pour prospérer dans le monde des affaires. Cette certification est la preuve de votre capacité d'analyse et de prise de décision dans la gestion de votre entreprise. Maintenez cette dynamique, afin d'assurer un développement durable et prospère pour vos entreprises. Chaque entrepreneur certifié possède de solides compétences managériales, lui permettant de structurer efficacement son entreprise et d'assurer une gestion optimale de tout financement ", a souligné Dominique ANOUILH, cheffe du programme ProComp. Pendant plus de six mois, les entreprises accompagnées ont bénéficié de sessions de formations et de séances de coaching personnalisées qui leur ont

permis d'élaborer un Plan de Développement Entrepreneurial, d'assainir leur comptabilité et de préparer et présenter un Business Plan lors d'un salon d'affaires organisé à cet effet. Les Petites et Moyennes Entreprises (PME), en plus des éléments susmentionnés, ont suivi des sessions de formation à l'analyse économique et à la planification des investissements agricoles, accompagnées d'un coaching sur l'Outil de Support Basé sur Excel (OSBE) pour la planification de leurs investissements. Selon TCHEOU Bélé P., conseillère technique en appui aux TPME, " ces formations ont permis aux entreprises de mieux structurer leur gouvernance, la gestion financière et comptable et d'améliorer leur niveau de formalisation, essentiels pour accéder aux financements ". Rappelons que la première cohorte avait permis de former 45 TPME dans quatre régions du pays : Maritime, Plateaux, Centrale et Kara.

Jojo

ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

Siège: Bè-Beach, dans le von en face de celle allant vers le Centre Communautaire de Bè

Directeur de Publication
GADAH Komi M
(228) 90 30 85 10

Rédacteur en Chef
AFAWOUBO Bernard
(228) 90 90 49 83

Secrétaire à la rédaction
OBYMPE Kodzo Xolanyo
96 28 15 43

Journalistes reporters
AHOSSOU Kodjovi
98 26 24 00
ANOWODJI Messenh
70 40 16 74

Imprimerie
La Colombe

Récépissé N° 0494/ 08 / 04 / HAAC

Graphiste
Anowodji Messenh
70 40 16 74

Correspondants régionaux
Valère Massé
90 72 50 84
Junior
90 43 40 68

TOGO

L'ASOZOF lance son Programme de Mentorat pour renforcer les synergies entre TPME et grandes entreprises

L'Association des Sociétés de la Zone Franche du Togo (ASOZOF) a officiellement lancé à Lomé, le 6 novembre 2025, son Programme de Mentorat, une initiative phare destinée à renforcer les relations d'affaires entre les Très Petites et Moyennes Entreprises (TPME) locales et les grandes entreprises opérant sous les régimes fiscaux spéciaux.

Placée sous le haut patronage de Madame le Ministre délégué chargée de la Promotion des Investissements, de l'Industrie et de la Souveraineté économique, la cérémonie s'est déroulée en présence de représentants du gouvernement, du secteur privé, des partenaires techniques et financiers, ainsi que des entreprises togolaises mentors et mentorées. Ce programme est mis en œuvre en collaboration avec la Direction de l'Attraction et de la Promotion des Investissements (DAPI), avec l'appui du Programme pour la Promotion de la Compétitivité du Secteur Privé (ProComp), cofinancé par l'Allemagne et l'Union européenne à travers la GIZ. Le Programme



Photo de famille

de Mentorat de l'ASOZOF s'inscrit dans la dynamique de la Feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025 et met en œuvre les recommandations issues de l'Examen de la Politique d'Investissement (EPI) conduit en 2023 par le MIPI,

le PNUD et la CNUCED. Son objectif est de stimuler les retombées locales des investissements étrangers, en favorisant le transfert de compétences, la sous-traitance et l'intégration des TPME dans les chaînes de valeur nationales et

régionales. " Le Programme de Mentorat prend tout son sens à travers une vision claire : celle d'un secteur privé national plus intégré, plus compétitif et plus solidaire. En formant des binômes entre grandes entreprises et TPME, nous posons les bases d'un écosystème d'affaires inclusif, générateur de transferts de compétences, d'innovation et d'emplois ", a déclaré Dominique ANOUILH, cheffe du programme ProComp. Deux sessions de formation ont été organisées à Lomé, l'une destinée aux entreprises mentors, et l'autre aux TPME mentorées. Ces formations visent à : renforcer les compétences en gestion et développement d'entreprise ; familiariser les participants avec les méthodes et outils du mentorat ; encourager un dialogue d'affaires durable et gagnant-gagnant. Elles marquent le début d'un accompagnement de

six mois, durant lequel chaque mentor partagera son expérience avec un ou plusieurs entrepreneurs togolais. À l'issue des sessions, mentors et mentorés ont reçu leurs certificats de formation et sensibilisation, symbolisant leur engagement dans ce partenariat collaboratif. Pour la Coopération allemande et l'Union européenne, ce programme illustre une nouvelle approche du développement économique, fondée sur la confiance, le partage et la co-crédation de valeurs. L'ASOZOF entend poursuivre cette dynamique afin de structurer durablement les relations interentreprises et contribuer à bâtir une économie togolaise plus connectée, compétitive et créatrice d'emplois. " Nous croyons qu'à travers ce programme, les TPME togolaises deviendront des acteurs forts et visibles du développement national ", a conclu Nadine ASMAR, Formatrice et facilitatrice du Programme de Mentorat.

Junior

BANQUE MONDIALE

L'Afrique subsaharienne a besoin de créer 25 millions d'emplois par an pour lutter contre le chômage

Face à une explosion démographique sans précédent, la Banque mondiale tire la sonnette d'alarme : l'Afrique subsaharienne doit s'attaquer aux faiblesses structurelles qui freinent le développement du secteur privé si elle veut offrir des emplois aux millions de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail.



Selon un rapport publié le 18 octobre 2025, la population en âge de travailler dans la région augmentera de plus de 620 millions de personnes d'ici 2050, soit la plus forte progression jamais enregistrée dans une même région en un quart de siècle. Pour absorber cette croissance, l'institution de Bretton Woods estime qu'il faudra créer en moyenne 25 millions d'emplois par an. Cette explosion démographique est qualifiée d'« unique » par la Banque mondiale. L'Afrique subsaharienne devrait à elle seule représenter 90 % de la croissance démographique mondiale au cours des 25 prochaines années. Mais cette dynamique intervient dans un contexte marqué par des conflits persistants, les impacts du changement climatique et la fragilité des finances publiques. Déjà, la région peine à fournir des emplois décents à la population active actuelle. Pour la Banque mondiale, la solution passe par un changement de paradigme économique. L'Afrique doit se doter de systèmes de production plus struc-

turés, fondés sur le développement de moyennes et grandes entreprises capables de générer des emplois productifs, mieux rémunérés et plus spécialisés. « La majorité des entreprises africaines restent petites et informelles, ce qui limite leur capacité à créer des emplois à grande échelle », souligne le rapport. La croissance future devra donc reposer sur des entreprises capables d'atteindre une taille critique et de bénéficier d'économies d'échelle. Le développement du secteur privé dépendra aussi d'un environnement des affaires plus compétitif. La Banque mondiale insiste sur la nécessité de réduire les coûts liés à la réglementation, aux infrastructures et à l'énergie, tout en améliorant les compétences de la main-d'œuvre. Les secteurs présentant le plus fort potentiel de création d'emplois sont notamment l'agro-industrie, l'exploitation minière, ainsi que le tourisme et l'hôtellerie. Malgré la prise de conscience, peu de stratégies concrètes ont été mises en œuvre pour préparer la main-

d'œuvre africaine aux réalités du marché de demain. L'ancien président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina, a récemment averti que l'Afrique pourrait faire face à une crise majeure du chômage, avec seulement 100 millions de personnes employées sur 450 millions d'ici 2030 si rien n'est fait. Les contraintes liées à l'emploi sont particulièrement fortes en République centrafricaine, au Niger, en République démocratique du Congo, en Somalie et en Angola, où la population active devrait plus que doubler au cours du prochain quart de siècle. À l'échelle mondiale, la Banque mondiale estime qu'entre 2025 et 2050, trois grandes régions verront leur population en âge de travailler croître de plus d'un milliard de personnes, dont la majorité devra trouver un emploi. Pour l'Afrique subsaharienne, le défi est clair : transformer sa croissance démographique en moteur de développement économique.

Jojo

MANAGEMENT

Le personnel d'encadrement de la SAFER initié au " Management par objectif " (MPO)

La Société autonome de financement de l'entretien routier (SAFER) a ouvert, à Lomé, le 6 novembre 2025, un atelier de renforcement des capacités à l'intention de son personnel d'encadrement.



L'objectif est de doter les cadres de nouvelles compétences managériales pour accroître la performance globale de la structure publique. Durant la formation, les participants ont été initiés au " Management par objectif " (MPO), une approche moderne de pilotage axée sur la participation active de l'ensemble du personnel autour de buts communs. Selon le consultant Darius Yamajako, cette méthode se distingue du management traditionnel axé sur les résultats. " Le management par objectif implique chaque acteur de l'organisation à tous les niveaux. Chacun contribue à la réussite collective et est évalué sur la base de ce qu'il a fait, de la manière dont il l'a fait et du

résultat obtenu ", a-t-il expliqué. Pour Sama Kondokissem Hodalo, cheffe du service des ressources humaines à la SAFER, cette formation permettra aux cadres d'être de véritables leviers dans la réalisation des missions de l'institution. Elle a salué l'engagement de la direction générale à faire de la performance et de la modernisation de la gestion des ressources humaines une priorité. À travers cette initiative, la SAFER réaffirme sa volonté de professionnaliser davantage son encadrement et de contribuer à un entretien routier plus efficace et durable, en phase avec les ambitions de développement du pays.

Ahossou Kodjovi





28 NOV
14 DEC
2025

Foire 20+
INTERNATIONALE
DE LOMÉ

Foire de toutes les opportunités

1300
exposants

700 000
visiteurs

90 000 m²
d'espace

40 ans d'histoire

20 Année

CETEF
TOGO-2000

+228 91207070 | 99207070 | 79500000
www.cetef.tg  cetef

#TaFoireMaFoire
#TaFoireMaFoireNotreFoire
#LaPlusGrandeFoire
#MiabéFoire